

Le vote en Assemblée Générale de Copropriété d'une résolution concernant l'installation d'antennes-relais de téléphonie mobile dans ladite copropriété (sur le toit/terrasse par exemple) doit-il se faire à l'unanimité des copropriétaires ?

Force est de constater qu'il n'y a aucun texte réglementaire (ni dans la Loi de juillet 1965, ni dans le Décret de mars 1967, ni dans la Loi SRU de décembre 2000, ni dans la Loi ALUR de mars 2014 dite Loi Duflot) répondant à cette question.

- Par réponse (publiée au JO le 14/01/2002, page 200) de Mme la secrétaire au logement à une question de M. Aschieri, élu des Alpes-Maritimes, celle-ci déclare que « la décision d'installation de l'antenne est prise en assemblée générale par un vote à la double majorité de l'article 26 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 »,
- Par arrêt du 7 avril 2005, la 23^{ème} Chambre de la Cour d'Appel de Paris a imposé l'unanimité ; une action en cassation avait été ouverte par l'opérateur qui a ensuite décidé de l'abandonner (arrêt de désistement du 27 septembre 2006) ; l'arrêt du 7 avril 2005 peut donc être considéré comme définitif et faire jurisprudence,
- Par arrêt du 3 février 2010, la même 23^{ème} Chambre de la Cour d'Appel de Paris a déclaré que le vote pouvait être soumis à la majorité de l'article 25 de la Loi du 10 juillet 1965 (soit la majorité des copropriétaires) ; il ne semble pas que cet arrêt ait fait l'objet d'un pourvoi en cassation ; il peut donc lui aussi être considéré comme définitif et faire jurisprudence.....
- Les syndicats de copropriété appliquent ce qu'ils veulent ou ce que leur demande d'appliquer le Conseil Syndical.

Dans cette situation pour le moins ambiguë, il nous a semblé réaliste en février 2011 de considérer que la majorité requise pour voter l'autorisation d'installation d'antennes-relais sur le toit d'un immeuble ainsi que celle donnant pouvoir au syndic pour signer le contrat correspondant avec l'opérateur concerné après accord du Conseil Syndical devait être au minimum celle de **la double majorité de l'article 26** de la Loi de Juillet 1965 (majorité des copropriétaires représentant au moins les 2/3 des voix), conformément aux dispositions dudit article :

- Il s'agit d'actes de disposition (sur les parties communes) autres que ceux visés à l'article 25d (obligations légales ou réglementaires),
- Il s'agit de travaux comportant transformation, addition (ou amélioration), à l'exception de ceux visés aux e, g, h, i, j, m, n et o de l'article 25 (obligations légales, économies d'énergie, mise en conformité, suppression de vide-ordures, antennes collectives, compteurs d'eau froide, prévention des atteintes aux personnes et aux biens, compteurs d'énergie thermique),
- Il s'agit de la concession de droits privatifs sur une partie commune,
- Il s'agit du changement de l'affectation d'une partie commune ainsi que de l'atteinte à la destination de l'immeuble (qui n'a pas pour vocation de devenir un prestataire de services).

Tout tribunal devrait admettre cette position.

Mais l'unanimité serait mieux pour protéger tous les copropriétaires..... Elle peut être appliquée puisque la Cour d'Appel de Paris l'a imposée en 2005, mais en déclarant en 2010 que le vote pouvait être soumis à la majorité de l'article 25 (majorité des copropriétaires).....

Espérant qu'une nouvelle jurisprudence future clarifiera rapidement le sujet, nous suggérons donc à l'époque l'application de l'article 26.

Evolution en Décembre 2011

Par un arrêt au fond n°2011/447 du 28 octobre 2011, la 4^{ème} Chambre A de la Cour d'Appel d'Aix en Provence a statué sur l'annulation de deux résolutions d'une Assemblée Générale donnant son accord pour la conclusion d'un nouveau bail et pour un avenant à une convention concernant des antennes relais installées sur le toit de l'immeuble. La Cour fait valoir dans ses conclusions que les résolutions n'ont pas été prises à l'**unanimité** des copropriétaires ce qui a pour effet d'imposer **une modification aux modalités de jouissance de la partie privative** de la copropriétaire demanderesse habitant sous le toit-terrasse (**création d'inquiétude et aggravation du tourment**) et qu'en conséquence les résolutions doivent être annulées. La Cour faisait valoir en particulier que conformément à l'un des alinéas du paragraphe f) - devenu paragraphe d) par application de la loi ALUR du 24 mars 2014 - de l'article 26 de la loi du 10 juillet 1965 cité ci-après, « L'assemblée générale ne peut, à quelque majorité que ce soit, imposer à un copropriétaire une modification à la destination de ses parties privatives ou **aux modalités de leur jouissance**, telles qu'elles résultent du règlement de copropriété ».

Cet arrêt (la procédure a pris plus de 3 ans) est très intéressant et demande à être analysé dans le détail. Il faut remarquer que la Cour ne s'appuie pas sur les risques sanitaires potentiels provoqués par les rayonnements électromagnétiques et en conséquence sur l'application du principe de précaution, mais sur **la création d'inquiétude et l'aggravation du tourment** entraînés par la question de la nocivité des ondes électromagnétiques sur la santé qui n'est pas tranchée dans l'opinion publique et la **modification aux modalités de jouissance de la partie privative**.

A la suite de ce jugement, le syndicat des copropriétaires a déposé un **pourvoi en Cassation** dans les délais légaux le 7 février 2012 pour demander son annulation.

En Décembre 2012, sur demande expresse de l'opérateur auprès du syndicat des copropriétaires, celui-ci **s'est désisté de son pourvoi en cassation** le 28 septembre 2012, désistement constaté par une ordonnance n°62878 du 2 novembre 2012 de la Troisième Chambre Civile de la Cour de Cassation.

L'arrêt de la Cour d'Appel d'Aix en Provence (conforté par les termes de l'article 26 de la loi ALUR) **est donc définitif et peut être suivi par les Tribunaux. Il faut donc impérativement faire valoir l'application de l'unanimité afin que cette décision fasse jurisprudence.**

Pour info, le 28 Janvier 2014 : par décision en date du vendredi 24 janvier 2014, la Cour Fédérale de Justice d'Allemagne (BGH) de Karlsruhe a décrété que le syndicat des copropriétaires d'un immeuble ne pouvaient pas imposer l'installation d'une antenne de radiotéléphonie sur le toit de l'immeuble contre la volonté de certains propriétaires d'appartements de l'immeuble et que la décision devait être prise à l'unanimité ; la Cour fait valoir que bien qu'il y ait une controverse sur de possibles effets sur la santé dus aux antennes relais, il y a au moins un risque sérieux de dépréciation de la valeur des appartements ainsi que de réduction du montant de leur loyer.

En Février 2015, il a été constaté sur le site officiel de l'ARCEP (Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes qui est chargée de superviser pour la République Française (avec l'ANFR) les opérateurs de radio mobile et dont le Tribunal des Conflits, le Conseil d'Etat et la Cour de Cassation ont reconnu l'autorité) que l'ARCEP déclare dans sa rubrique « Le site conso » référencé « Telecom-infoconso.fr » mis à jour le 11 juin 2014 , dans le titre « santé et environnement » et à l'alinéa 4 « Quelles sont les règles applicables pour installer une antenne relais sur le toit d'un immeuble » que « Si l'immeuble est en copropriété la décision d'accepter la demande d'un opérateur doit être débattue en réunion d'assemblée générale et recueillir l'accord de **l'unanimité de tous les copropriétaires** ».

Force est de constater, **fin mars 2105**, que la dite rubrique n°4 **a été remplacée purement et simplement** par l'intitulé « Quelle est la réglementation en matière d'exposition du public aux champs électromagnétiques ? » la réponse ne faisant **plus aucune allusion** à la réglementation pour installer une antenne relais sur le toit d'un immeuble...L'ARCEP ne donne aucune justification de cette substitution ni de la suppression de ses recommandations précédentes ; elle ne modifie même pas l'édition du document sur lequel on peut toujours lire « dernière mise à jour le 11 juin 2014 »

Malgré ce tour de « passe-passe », nous pensons que l'on peut toujours **faire valoir la position précédemment recommandée par écrit par l'ARCEP** afin d'argumenter les demandes d'annulation de résolutions d'AG autorisant l'installation d'antennes sur le toit d'immeubles qui n'ont pas été prises à l'unanimité. Certes l'ARCEP a supprimé sa recommandation, mais elle s'est bien gardée de donner une autre.(Robin des Toits dispose d'une copie de la version de février 2015).

« Warning important fin juin 2015 »

Un amendement proposé par 9 députés (PS et PRG) a été adopté par l'Assemblée Nationale le 19 février 2015 sous le n°473.Il a été « glissé » dans la multitude d'amendements de la 1ère loi Macron de février 2015 **adoptée sans vote** en application de **l'article 49, alinéa 3** de la Constitution.

Cet amendement modifie la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis. Il modifie son article 25 en spécifiant que **l'autorisation d'installation d'une station radioélectrique** dans un immeuble doit être prise à la **majorité absolue** (50% des copropriétaires) ou par défaut à la **majorité simple** (50% des copropriétaires présents ou représentés si le projet a recueilli au moins le tiers des voix de tous les copropriétaires).

Fin juin, la loi de juillet 1965 n'a pas encore été modifiée pour prendre en compte l'amendement et la publication ne semble pas avoir été effectuée au Journal Officiel.

On peut donc considérer que l'amendement n'a pas force de loi à ce jour, que l'unanimité est toujours à préconiser, mais que la majorité risque fort de la remplacer comme suite de la navrante inconscience de 9 députés qui ont préconisé un texte réglementaire aberrant, en particulier en ce qui concerne les modalités de jouissance de leur partie privative par les copropriétaires.

Nous restons vigilants sur le sujet et nous publierons toute évolution le concernant.

Le 30 août 2015, force est de constater sur Légifrance que l'amendement **a été reporté dans l'alinéa h de l'article 25 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965** sur la copropriété ce qui a pour conséquence d'introduire « L'installation d'une station radioélectrique nécessaire au déploiement d'un réseau radioélectrique ouvert au public » dans le vote à l'article 25.....

Il a donc force de loi, les opérateurs doivent se réjouir car **l'autorisation d'installation d'une station radioélectrique dans un immeuble doit être prise dorénavant à la majorité de l'article 25 décrite ci-dessus.**